

« Apprendre tout au long de la vie, la crise et les Régions : Quelles tensions révélées, quelles opportunités nouvelles ? », Conclusions de la 7a edició de la Universitat Europea d'Estiu de Recerca i Innovació per a l'Aprenentatge al Llarg de la Vida

Sr. Joël Bonamy, directeur de les universitats europees d'estiu per a l'aprenentatge al llarg de la vida (Fondation des Régions Européennes pour la Recherche en Éducation et Formation, FREREF)

Alors que la crise financière et économique s'annonçait et que les demandes d'emploi augmentaient, les Régions de la FREREF décidaient en septembre 2008 de réfléchir à ses répercussions sur les perspectives de l'apprendre tout au long de la vie dans et au-delà des cycles économiques, et, aux initiatives nécessaires dans un cadre interrégional.

Sous le titre « Crise et Régions : quelles tensions révélées et quelles opportunités pour l'apprendre tout au long de la vie ? », la session de Barcelone a été organisée en partenariat avec le SOC (Servei d'Ocupació de Catalunya) du Ministère de l'Emploi de la Generalitat de Catalogne et s'est déroulée sur le site de Cosmo Caixa du 2 au 4 septembre 2009 avec plus de 200 participants provenant de 24 Régions européennes et du Québec.

Un thème qui dérange

Après la clôture de la session de Thessalonique, le Conseil des régions de la FREREF s'est interrogé sur la thématique de la prochaine Université Européenne d'été à Barcelone. Dans un premier temps, la proposition du SOC de réfléchir aux perspectives de l'Apprendre tout au long de la vie dans le contexte de la crise n'a pas été très bien accueillie. Ce thème paraissait trop négatif et ne fallait-il pas plutôt parler des tensions et des innovations en cours ; il mettait l'accent sur les insuffisances de réalisation des objectifs de Lisbonne, plutôt que de marquer les progrès réalisés ou attendus.

La crise s'aggravant, il a paru plus évident qu'une réflexion paraissait nécessaire et qu'il fallait avancer des idées nouvelles pour résoudre les problèmes de court terme sans négliger le long terme. C'est ce double aspect de la question qu'a particulièrement souligné la Ministre du Travail de Catalogne, Sra. Mar Serna, (*Consellera de Treball de la Generalitat de Catalunya*) en parlant des tensions auxquelles sont soumises les populations des régions et les opportunités que l'institution régionale doit développer : *« les demandes d'emploi continuent à augmenter ...l'apprendre tout au long de la vie est un élément-clé pour en sortir et faire face au nouveau modèle de production.La région est l'institution la plus proche du territoire et la formation est son instrument principal ...le moment est venu d'investir sur les personnes. »*

Car la crise est davantage un révélateur des problèmes du travail, de l'emploi et de la formation. Regarder au-delà de la crise, c'est prendre conscience que la « nouvelle donne » de la sortie de crise ne s'impose pas d'elle-même ; il faut prendre les moyens pour la construire. Notre exposé reprendra en premier point les temps forts de l'analyse des dimensions économiques et des conséquences sociales de la crise et développera ensuite les perspectives qui ont été développées pour la construction d'une nouvelle donne de l'éducation et de la

formation. En effet, les tensions sur l'emploi et la formation obligent à repenser la formation professionnelle dans la perspective longue des parcours de vie et de leur sécurisation (deuxième point). Cela souligne l'importance de la gouvernance territoriale et conduit à chercher les moyens de renforcer la coopération entre les Régions pour développer des politiques communes d'apprendre tout au long de la vie (troisième point).

Accompagner et sécuriser les parcours de vie

La crise est d'abord un révélateur des tensions existant sur l'emploi et sur la formation. Ces tensions ne datent pas d'aujourd'hui mais sont encore renforcées. Elles rendent plus aigu un paysage déjà très tourmenté. Le risque est fort que, en cas de reprise rapide de l'économie, soient oubliés les aspects les plus critiques que la crise a révélés. Comme l'ont souligné un grand nombre d'interventions, il s'agit du travail et des personnes dans le travail, d'une part, des moins qualifiés d'autre part.

La crise a révélé les conséquences d'une politique de l'emploi où la flexibilité par le recours à la précarité a dégradé les conditions de travail. La mise en valeur d'un travail décent par des actions sur la qualification, la qualité du travail, l'organisation du travail, l'articulation de la vie professionnelle et de la vie personnelle est aujourd'hui prioritaire et passe par autant d'actions et de formation formelle et informelle pour préparer les personnes au travail aux multiples dimensions de l'adaptation aux changements.

Ce sont les moins qualifiés qui sont les plus vulnérables et qui auront le plus de mal à s'en sortir. Les perspectives qui ont été exposées mettent la notion d'accompagnement au centre. Il est d'autant plus nécessaire en période de crise, il doit prendre en compte la vie « entière » en intégrant les dimensions formelle, non formelle, informelle, personnelle, sociale, collective, professionnelle. Il suppose des lieux d'information, d'orientation et de consultation, des dispositifs et des outils en particulier pour la valorisation des compétences.

Sur ces deux axes, trois grandes orientations ont été proposées et des exemples d'action en cours ont été données, qui concourent à créer les conditions préalables de sécurisation des parcours de vie :

- l'orientation tout au long de la vie et l'insertions sociale
- la formation professionnelle intégrée
- la mobilité des jeunes en formation professionnelle.

La gouvernance territoriale

Face aux tensions, les présentateurs ont tous insisté sur la prise en compte des contextes et des environnements. L'institution régionale paraît à cet égard la plus adaptée, car elle seule a la capacité de réunir les acteurs des territoires pertinents comme les bassins d'emploi ou de cadre de vie.

Assez paradoxalement, la crise mondiale fait ressortir l'importance des instances territoriales pour gérer les tensions et créer des opportunités nouvelles. La crise a révélé que les grandes régions ou agglomérations fortement inscrites dans la mondialisation étaient vulnérables. Les territoires qui recèlent des avantages adaptatifs et deviennent ainsi attractifs sont ceux qui permettent un autre rapport au travail. La démocratie locale, l'action politique locale, la mobilisation des acteurs créent des facteurs facilitant des solutions nouvelles comme la

gestion concertée de la multi-activité, l'aménagement des carrières, le développement de formations au travail adaptées aux situations locales.

La notion la plus innovante qui a été avancée est celle du dialogue territorial. C'est une forme de gouvernance qui vise à l'expression des points de vue et des intérêts et à leur confrontation dans la recherche d'une solution de compromis. Mettre ensemble les acteurs de la politique régionale, de la société civile – associations, ONG, syndicats de salariés, groupements d'entrepreneurs, ...- pour définir les orientations et les actions à poursuivre.

Vers de nouveaux axes de coopération interrégionale

La session de Barcelone a repris la question amorcée au CEDEFOP à Thessalonique - comment les Régions peuvent-elles entrer dans des perspectives de coopération pour mieux mettre en commun leurs politiques de LLL ? - et visait à la prolonger en l'inscrivant dans le contexte de la crise et dans les perspectives au-delà de la crise.

1) Affirmer des positions par rapport aux enjeux de l'apprendre tout au long de la vie dans les cycles économiques

Les positions par rapport au contexte et aux enjeux de la crise a été l'objet des deux plénières du premier et dernier jours. Les interventions de Bernard Gazier (*Economiste, Membre de l'Institut universitaire de France et enseignant à l'Université de Paris, expert à la Banque Mondiale et au Bureau International du Travail*), Vincent Merle (*Professeur au CNAM*), Raul Ramos (*Professeur d'économie appliquée, Université de Barcelone*), Christiane Demontès (*Sénateur du Rhône*), et de Jean-François Troglie (*Directeur du Bureau de l'Organisation internationale du travail (OIT) en France*) et Steve Bainbridge (*Directeur de la Communication, CEDEFOP*). En simplifiant, leurs messages principaux ont porté sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une crise mais de plusieurs crises qui viennent se superposer aux anciennes. La sortie de crise ne débouchera sur une nouvelle donne que si on la construit. Les défis à relever sont principalement :

- ceux de la gouvernance : des exemples ont été présentés sur les cas de Rhône-Alpes (la création de Services Publics Régionaux de la Formation), de la Suisse Romande (coopération interrégionale de formation) et de l'Andalousie (les politiques de formation dans les problématiques qui sont l'emploi, le développement territorial et la compétitivité régionale).

- ceux de l'accompagnement des parcours de vie : avec l'examen des cas de la Bretagne (accompagnement et validation des compétences des populations les plus vulnérables), des Iles Baléares (action de formation permettant à des adultes très fragilisés d'acquérir de nouvelles compétences), de Champagne-Ardenne (les enjeux de l'orientation pour les populations les plus vulnérables) et de l'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme (identification des compétences des publics fragilisés à travers un référentiel des Compétences Clés en Situation Professionnelle).

- ceux d'une nouvelle relation emploi-formation : avec l'examen de cas de Belgique (mettre en place un dispositif inter régional d'Anticipation des compétences au sein de la Grande Région), de Catalogne (le programme FORMA'T d'aide aux entreprises pour la participation des salariés à la formation), et de Suisse Romande (gestion du marché du travail transfrontalier et Validation des acquis pour valoriser les compétences acquises de façon non formelle)

2) Réfléchir au-delà de la crise aux orientations à mettre en place

Réfléchir au-delà de la crise, c'est ancrer le LLL dans une prise en compte réelle des transitions tout au cours de la vie. Les ateliers-projets ont approfondi la question des transitions autour de :

- la question des abandons scolaires prématurés et des processus de raccrochage scolaire (recherche-action en parallèle entre le Québec et 5 Régions européennes)
- la transition Ecole-vie active (présentation d'un Guide d'analyse et d'amélioration de la qualité des dispositifs de transition)
- la transition Université- Monde du travail (Cas des formations doctorales : renforcer l'employabilité des doctorants par l'acquisition de compétences transversales requises sur le marché du travail)
- la mobilité des jeunes en formation professionnelle (rôle des Régions pour faciliter la mobilité et la valorisation des compétences acquises).

Il serait trop long de présenter ici les conclusions de chacun de ces ateliers-projets, mais l'on doit souligner que deux cas ont fait l'objet d'une présentation en plénière et d'une discussion sur les perspectives à long terme. Le premier sur la formation intégrée qui dépasse la dichotomie trop marquée entre formation initiale et formation continue (dispositif FP.CAT de la Catalogne) ; le second sur l'orientation tout au long de la vie et les critères de qualité pour l'améliorer (projet européen AQOR).

3) *Oser penser à long terme*

Réfléchir au-delà de la crise, c'est oser penser à long terme. La session s'est conclue par un exercice de scénarios à horizon 2020 qui a été proposé à des responsables-décideurs pour qu'ils esquissent les enjeux principaux.

- le scénario de la société civile (Jean VANOYE, 1^{er} vice président du CESR Rhône-Alpes et Josep Maria RAÑE, Président du Conseil économique et social de la Catalogne) a mis en avant la nécessité du dialogue social sur les territoires pour transformer la vision des systèmes éducatifs. La formation tout au long de la vie demande une évolution des contenus éducatifs qui doivent viser à mettre les personnes en capacité de gérer leurs situations à travers les mutations qu'ils devront affronter. La sécurisation des parcours de vie est un préalable à une extension de la formation pour les personnes au travail.

- le scénario du dialogue territorial (Hélène BERNARD, DGA en charge de la formation professionnelle, Région Rhône-Alpes et Olga CAMPMANY, Secrétaire Générale du Consorci per a la Formacio Continua de Catalogne) a insisté sur la formation continue comme « une expérience en concertation ». La politique de formation ne peut être seulement une réponse à chaud à la crise. Elle demande de repenser la gouvernance dans le sens de la concertation sociale. Apporter une réponse aux besoins en compétences, investir sur la qualité nécessitent une méthode de démarche partagée et un dialogue approfondi avec tous les acteurs présents sur un territoire.

- le scénario 2020 de la formation des adultes tout au long de la vie (Daniel DESBIENS, Directeur de la DEAAC, au MELS de Québec, Isabelle HALLEUX, Université de Liège et Grazyna PRAWELSKA-SKRZYPEK, vice-Ministre de la Science et de l'Enseignement supérieur de la Pologne, Professeur de l'Université Jagellonne) a tenté d'indiquer les grands changements qui auront lieu. Les politiciens, les gestionnaires, les professionnels et les agents du milieu communautaire concernés auront donné naissance à

une véritable culture partenariale qui assurera et qui favorisera l'accessibilité, la diversité, la flexibilité et la créativité en matière d'éducation et de formation. L'éducation et la formation occuperont une place prépondérante dans la société planétaire apprenante et seront reconnues comme des forces indispensables pour s'adapter au changement permanent. L'éducation des adultes sera caractérisé par une clientèle multiethnique et devra développer une culture partenariale permettant un maillage avec le secteur éducatif jeune, l'entreprise et la communauté. L'offre de services à l'intention de la clientèle adulte sera beaucoup plus intégrée (concomitance formation générale – formation professionnelle) et devra offrir des parcours scolaire adaptés aux contraintes de l'apprenant, des services d'accompagnement diversifiés (réussite scolaire, intégration au marché de l'emploi, orientation professionnelle), et, une accessibilité à de nombreux programmes ayant pour raison d'être la mise à niveau des compétences professionnelles.

Conclusion : S'organiser pour une réponse commune des Régions

Pour conclure cette réflexion sur l'au-delà de la crise, le Président de la FREREF, Jean Vanoye et Sr. Ernest Maragall Mira, Ministre de l'Education de la Generalitat de Catalogne (Conseller d'Educació de la Generalitat de Catalunya) ont esquissé trois perspectives à mettre en œuvre :

- mieux articuler la formation initiale et la formation dans l'emploi ;
- développer un espace européen de la formation garantissant la mobilité et des possibilités de reconnaissance des acquis ;
- évoluer vers un système de formation et d'éducation en relation avec les partenaires sociaux dans chaque branche et dans chaque territoire.

Il reste aux Régions membres de mettre en œuvre ces grandes lignes. Dès la clôture de la session, le Conseil des Régions a adopté le principe d'un projet pour développer les actions et politiques communes. La FREREF et ses Régions-membres souhaitent qu'un nouveau projet permette d'établir et de mettre en œuvre une stratégie pour structurer et renforcer la coopération entre les Régions européennes pour développer et implémenter des politiques pour apprendre tout au long de la vie.

Dans une vision stratégique, le projet visera à fournir une valeur ajoutée aux trois niveaux d'acteurs :

- les Régions : nourrir les politiques régionales thématiques par des analyses et études.
- le réseau des Régions : par la coopération interrégionale, à travers des échanges sur les politiques thématiques communes.
- les acteurs externes : démontrer aux instances nationales, européennes, internationales, les besoins des Régions et leurs actions.

Pour cela, le rôle de la FREREF sera d'aider les Régions dans les domaines de la politique d'apprendre tout au long de la vie et d'aider à développer l'apprentissage par les pairs (*peer-learning*) parmi les Régions, c'est à dire d'un échange et analyse structurée des priorités des Régions en matière d'apprendre tout au long de la vie (approche qui s'inspire de la « Méthode ouverte de Coordination » (MOC) que les Etats membres utilisent au niveau européen). A travers ce nouveau projet, les Régions partenaires auront l'opportunité d'échanger de l'information, de travailler ensemble sur des projets communs, et d'analyser le développement de la politique d'apprendre tout au long de la vie dans d'autres Régions.

Joël Bonamy, 10 novembre 2009

En annexe :

Le texte de la présentation de Jean-François Trogrlic, directeur du Bureau de l' OIT en France lors de la plénière du 4 septembre (texte transcrit de l'enregistrement et non revu par l'auteur).



**Generalitat
de Catalunya**

Université Européenne d'été de la Recherche et des Innovations
pour apprendre tout au long de la vie

Apprendre tout au long de la vie, la crise et les Régions Quelles tensions révélées, quelles opportunités nouvelles ?

7^e session, Barcelone, Catalogne

Jean-François TROGRLIC

Directeur du Bureau de l'Organisation internationale du travail (OIT) en France

CRISE ET NOUVELLE DONNE SOCIALE

(Texte de la présentation lors de la plénière du 4 septembre qui a été transcrit de l'enregistrement et qui n'a pas encore été revu par l'auteur).

La nouvelle donne sociale ne s'imposera pas d'elle-même. Il faut prendre les moyens pour la construire.

LA CRISE

Nous vivons dans une crise longue avant même que se déclenche celle financière.
Nous vivons depuis des années dans un modèle de mondialisation inéquitable et non-durable.

Ce modèle se caractérise par :

- une surévaluation du marché
- une sous-évaluation chronique et délibérée de l'action publique qui est vue d'abord comme des coûts à éliminer et que l'on considère obsolète. C'est pourtant l'action publique qui est intervenue dans la crise mais cela, on en parlera après.
- Autre dévaluation, elle est importante : celle de la dignité au travail qui est entretenue, qui trouve plusieurs sources : le chômage fort, qui reste fort et qui va le devenir encore plus, le

sous-emploi, l'absence totale d'emploi par le travail informel, mais j'y reviendrai ensuite dans les défis. Cette dévaluation de la dignité au travail se manifeste aussi dans de nouvelles sources de malaises pour les salariés. Je pense notamment à toutes les questions qui sont liées au stress, à l'absence de confiance dans l'avenir, à la difficulté qu'il y a à se repérer dans un monde où l'on présente la mobilité des salariés comme une valeur qu'il faudrait atteindre, et l'OIT partage cela, mais où cette mobilité est le plus souvent le résultat d'une contrainte liée à des délocalisations, à des licenciements, à des fermetures d'entreprises. Donc d'un côté la présentation d'un aspect très positif pour les salariés qui seraient la mobilité, la capacité de s'adapter tout au long de leur vie à de nouvelles situations de travail, mais cette mobilité est le plus souvent concrètement vécue comme une rupture absolue et comme un déséquilibre total avec la vie professionnelle que l'on menait.

- Je pense qu'il y a aussi, dans ce modèle, une dévaluation forte du respect de l'environnement. Je n'y insiste pas, je pense que de meilleurs spécialistes que moi pourraient en parler et enfin ce modèle dévalue aussi les services publics, leur utilité et fait en sorte que, aujourd'hui, il est plutôt ringard d'évoquer les services publics comme un élément qui pourrait favoriser des solutions à la crise. L'initiative privée est devenue l'alpha et l'oméga de l'action des hommes et des femmes sur l'économie.

Donc ce modèle a sous-tendu, développé et entretient une économie où la libéralisation du commerce et des finances est la réalité qu'il faut continuer à entretenir et cette réalité là n'est pas mise en cause dans les traitements que l'on apporte à la crise aujourd'hui puisque l'on voit que des banques soutenues grâce aux finances publiques refont des bénéfices avec exactement les mêmes procédures et les mêmes spéculations que celles qui avaient entraîné leurs pertes. Donc là-dessus, nous avons encore bien du chemin à faire.

Ce modèle a incontestablement apporté des progrès pour les uns, pour ceux qui se trouvent du bon côté du monde déjà, plus le nord que le sud, et pour ceux qui sont dans les emplois et dans les filières qui correspondent à ce nouvel état d'esprit. Mais il a aussi beaucoup creusé les inégalités entre le nord et le sud bien sûr, mais aussi à l'intérieur des pays entre ceux qui ont la capacité de s'adapter et d'entrer dans ce nouveau monde et ceux qui, à cause de leur qualification, de la région où ils vivent, de leur formation, n'ont pas les moyens de résister dans cette tourmente qui est trop forte pour eux.

Je pense qu'on a mis aussi en évidence, en avant, l'idée qu'il est absolument inéluctable qu'il y ait des gagnants et des perdants. Et c'est dommage. Tant pis pour les perdants, c'est comme ça, c'est la vie. C'est-à-dire que l'on a remis en question tous les éléments de la vision solidaire de la société qui étaient des grands constituants des sociétés développées d'Europe en particulier mais même pour une part de certaines sociétés asiatiques ou américaines. Aujourd'hui on pourrait dire que le gain à court terme est l'objectif premier de l'activité économique ; à court terme et on le voit, il est assez paradoxal qu'il faille une réunion du G20, des Chefs d'Etats et de Gouvernements de 20 pays, pour tenter de poser la question des rémunérations des dirigeants d'entreprises et des traders. On est quand même dans un monde là, s'il y a besoin de l'intervention des Chefs d'Etats et de Gouvernements qui sont là plutôt pour les grands équilibres du monde et en particulier pour celui de la paix et de la guerre, de la sécurité des hommes et des femmes à travers le monde, c'est que vraiment on est en train de toucher le fond d'un système, d'un modèle qu'il faut absolument remanier.

Si l'on considère maintenant, je disais la crise, quelle crise ? Sortons-nous d'une crise ou est-ce qu'on n'est pas en train d'en prolonger d'autres ? Je voudrais simplement rappeler que

depuis 1997, avant donc la phase financière aigue de la crise 2008/2009, nous avons connu trois crises globales. On s'en souvient peu mais la crise asiatique, la crise liée à l'écroulement du Nasdaq et la crise des *subprimes* qui est le déclencheur de l'autre et qui est quand même une crise en soi en particulier pour les centaines de milliers d'Américains qui se trouvent dans une situation dramatique quand à leur endettement et à leur simple capacité de se loger. Et on oublie aussi en même temps que de nombreuses crises nationales ont eu elles-aussi un impact international et des conséquences très importantes pour les populations des pays qui les ont traversées : l'Argentine, le Brésil, la Russie et la Turquie ont connu des crises tout à fait importantes. Donc on n'est pas dans une situation qui aurait surgi dans un paysage apaisé, on est dans une situation qui rend plus aigu un paysage déjà fortement tourmenté. Ce rappel peut sans doute paraître noir et je n'ai pas cherché à la blanchir de trop, j'ai bien dit que je ne mettais pas de nuances, on en mettra peut-être dans le débat, mais il est important de le faire. Pourquoi ? Parce que si vous lisez la presse de ces jours-ci, j'étais à l'Université du MEDEF, patronat français avant-hier ; vous avez une espèce d'impatience à se dire : ça y est, on s'en est sorti, la reprise est là, il y a des signaux, l'immobilier a un petit peu repris aux Etats-Unis, le système boursier a repris un peu de poils de la bête, ça y est, on s'en sort et vous avez donc une espèce d'impatience que les médias, le monde économique relaient très fort pour dire que : ça y est, on s'en sort. Mais ce sont les mêmes qui n'ont pas vu venir la crise qui nous disent qu'ils en voient la sortie. Là, on peut franchement s'interroger sur la validité de leur appréciation et sur ce qu'il va en sortir. Et je pense que l'idée qui est la plus forte, et on a eu là-dessus la conférence internationale du travail en juin, où de nombreux Chefs d'Etats se sont exprimés contre cette idée et j'ai été agréablement surpris de ce qui s'est passé. Mais rien ne serait pire que l'idée qu'il y a, à un moment, un temps de phase aigue de la crise que nous traversons et que le retour aux équilibres antérieurs, aux déséquilibres antérieurs va constituer un progrès. Non, ce sont les déséquilibres antérieurs qui sont la source de la crise et c'est sur ces déséquilibres qu'il faut agir aujourd'hui. Et je pense que présenter la situation d'avant comme une situation normale, avec un chômage qui augmente, avec une pauvreté dans le monde qui augmente, avec 8 personnes sur 10 dans le monde qui n'ont pas de protection sociale, présenter cela comme la situation vers laquelle il faut tendre et comme le bon modèle de développement relève plutôt de la supercherie que de l'analyse économique.

DIMENSION SOCIALE DE LA MONDIALISATION

A l'Organisation Internationale du Travail, nous avons mis l'accent dès 2003 sur la nécessité de construire une dimension sociale à la mondialisation. C'est bien là que le bas blesse. En qualifiant les déséquilibres mondiaux, nous avons dit qu'ils étaient moralement inacceptables et politiquement intenable. Nous l'avons dit en 2003, six ans avant 2009 et je pense que l'histoire est en train de nous donner raison. Et beaucoup ont crié à l'exagération face à ce diagnostic en disant : vous peignez le tableau en noir. Non, il était même en gris clair au moment où nous l'avons peint. Pourtant aujourd'hui, il me semble important et urgent de s'accorder sur une analyse et une action qui ne se contentent pas seulement de gérer les conséquences directes de la crise, encore que cela va être difficile car rien que la question du chômage va être terrible à gérer, mais qui avancent aussi vers une mondialisation plus équitable.

Si l'on examine les conséquences de la crise telles que nous les avons décrites mais aussi telles que les chercheurs et d'autres les ont décrites. D'abord, la question du chômage est au cœur, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas. L'accent a été mis sur les équilibres économiques mais ceux-ci ont une réalité directe sur l'économie réelle et sur ceux qui la

fabriquent au quotidien. L'estimation de l'OIT est qu'on risque d'avoir entre 39 millions, scénario optimiste, et 61 millions, scénario pessimiste, de chômeurs en plus entre 2007 et la fin de cette année. On aura une augmentation de 100 millions à travers le monde du nombre de travailleurs vulnérables, les plus précaires, et cela se passera en dépit d'une intervention publique sans précédent. Là, l'intervention publique on ne lui a pas demandé, on l'a réhabilitée d'entrée. Une intervention publique sans précédent pour freiner la chute de l'activité économique. Et là, quand les experts ont travaillé là-dessus, ils ont sorti des chiffres qui sont très difficiles à examiner. Dans les plans de relance qui ont été examinés par les économistes de l'OIT qui sont énormes puisqu'il y a eu un soutien aux banques absolument faramineux, ils estiment que 9 % des sommes qui ont été mises sur le marché ont une corrélation avec la situation sociale et le traitement social et seulement 1,8 % sur les aides directes à l'emploi. Vous voyez le déséquilibre sur les milliards d'euros ou de dollars qui ont été injectés dans le traitement de la crise. Le social reste donc la portion congrue dans le traitement.

Si l'on regarde l'avenir. Chaque année, en gros, 45 millions de personnes entrent sur le marché du travail. A ce rythme, l'économie mondiale doit créer 300 millions d'emplois d'ici 2015 pour retrouver seulement les équilibres d'avant la phase aigue de la crise c'est-à-dire avec le même taux de chômage qu'avant. Vous voyez le défi où il est et dans des pays comme la France aujourd'hui, tout le monde tend le dos sur la façon dont les quelques centaines de milliers de jeunes qui viennent de sortir du système scolaire pourront être intégrés dans l'emploi, qu'ils aient acquis une bonne formation professionnelle à l'école ou que malheureusement ils n'en aient pas acquis ce qui est le cas d'une bonne part d'entre eux. Je crois qu'il est important à ce niveau de dire qu'il faut prendre garde au décalage important qu'il y a et qui a été observé à travers toutes les crises précédentes que j'ai citées entre le moment du rétablissement des équilibres économiques et financiers et les solutions à la crise de l'emploi. En général, le laps de temps qui a été constaté en particulier aux Etats-Unis, est de 5 ans. Donc quand on dit la crise est finie, elle peut être en voie d'être finie sur le plan financier mais elle continue à durer sur le plan de l'emploi et nous en avons l'illustration chaque jour. Je pense que les chiffres du chômage de toutes les régions du monde que vous représentez sont là pour l'attester et nous sommes sur une pente qui malheureusement n'est pas positive en termes de stabilisation ou de descente et je crois que là, il y a un cap à franchir qui va être particulièrement difficile parce que ce délai de 4 à 5 ans est socialement très dangereux. Qu'est-ce qu'il met en cause ? Il met en cause la totalité des équilibres. Dans les pays développés, il met en cause tous les systèmes de protection sociale, l'assurance chômage, l'assurance maladie, l'assurance vieillesse. Dans les pays en développement, il met en cause la capacité de transformer progressivement et doucement l'économie informelle en économie formalisée sur le plan de l'emploi et du statut des salariés. Et, dans les économies en transition, il met en cause cet accès direct de centaines de milliers ou de millions de gens à des situations qu'ils espéraient apporter demain et dont on retarde encore la venue.

Le BIT là-dessus, cette année, a travaillé dans sa conférence internationale du travail, pour mettre en place un pacte mondial sur l'emploi qui était acquis à l'unanimité. Ce n'est pas un mauvais signal. Beaucoup de présidents, de chefs d'Etats et de Gouvernements se sont exprimés à la tribune de l'OIT, le Président Sarkozy, le Président Lula du Brésil, ont dit des choses fortes et ont pris des engagements forts. Nous souhaitons que le G20 de Pittsburgh dans deux semaines sera à la hauteur de ces engagements et donc, nous avons mis en place un pacte mondial pour dire : attention, si l'on n'intègre pas le traitement de la question de l'emploi dans le traitement de la recherche de solutions pour faire face à la crise économique, alors nous allons prendre un retard qui sera socialement dangereux et qui va voir s'accélérer

la mauvaise pente de la perte d'emploi et du chômage. Donc l'idée est de dire : faisons un traitement intégré ; mais là, vous voyez la difficulté. C'est très difficile à faire. Si l'on prend le système multilatéral mondial qui a à gérer ces questions, quand on pense à ce système multilatéral ce sont essentiellement les organisations onusiennes et les organisations de *Bretton Woods*, le FMI, la Banque Mondiale, l'OIT, le PNUD pour le développement, l'OCDE pour les pays les plus développés, ces gens-là ne font pas la course ensemble. Ces gens-là font la course chacun dans leur ligne. Le FMI ne coordonne pas son action avec celle du BIT qui ne coordonne pas lui-même son action avec le PNUD. C'est-à-dire que nous avons un système institutionnel mondial qui favorise la segmentation des problèmes et qui donc favorise l'absence de solutions globales et de recherche de solutions globales. Des petits progrès ont été faits ; le G20 de Londres a cité dans son texte final l'OIT comme étant le levier indispensable pour aider à la solution de la crise mais sans avoir invité le Directeur Général à participer à ce G20. On ne sait toujours pas si le Directeur Général de l'OIT, Juan Somavia, sera invité à participer au G20 à Pittsburgh. Il y a des petits progrès. On a travaillé à l'OIT avec Pascal Lamy, avec Dominique Strauss-Kahn, avec Gourria de l'OCDE, et ces gens mettent en évidence des convergences possibles mais le système n'est pas construit pour ça. Et quand vous prenez l'action gouvernementale, je me permets de citer là Philippe Seguin, qui a été un ministre du travail français, qui est président de la Cour des Comptes en ce moment, et que j'avais invité à s'exprimer lors d'un colloque que nous avons organisé pour le 90^{ème} anniversaire du BIT à Paris. Philippe Seguin disait très clairement : Dans un gouvernement, le Ministre des Finances qui va au FMI ne coordonne pas avec le Ministre du Travail qui va à l'OIT, avec celui de la Santé qui va à l'OMS, avec celui du Développement, des Affaires Etrangères qui va au CNUD. Et chacun défend une logique qui peut être totalement contradictoire avec l'autre logique défendue dans l'autre organisation. Dans un pays comme le mien, je pense qu'il est sérieusement investi à l'OIT, historiquement parce que de grands Français ont été des hommes importants du développement de cette organisation, cet investissement est réel aujourd'hui, il continue mais il est complètement contradictoire avec les positions que le même pays peut défendre au FMI ou à la Banque Mondiale. Il y a donc là un effort de cohérence à bâtir, qui est un effort plutôt difficile et nous avons donc besoin d'une coordination qui aille du local au global parce que localement ou dans les régions, il est aussi possible quelquefois qu'on ait les mêmes séparations et les mêmes dichotomies. Cette absence de la recherche d'une vision globale est un élément qui traverse l'ensemble des structures de notre société aujourd'hui. Vous êtes des représentants de Régions, je connais bien quelques régions, la mienne en particulier, je vois qu'il peut y avoir des contradictions entre ce que disent ceux qui sont responsables de l'action économique et de la recherche de l'investissement sur la région, qu'il y a quelque chose d'indispensable et ceux qui ont à s'occuper du traitement social, de la formation des hommes et des femmes, de la manière dont il faut se développer. Et là, il y a des débats qui quelquefois ont lieu heureusement, mais qui quelquefois n'ont pas le temps de trouver une solution qui soit satisfaisante pour tout le monde.

NOUVELLE DONNE.

Je voudrais dire des choses qui peut-être qui vont vous éloigner de vos sujets immédiats mais qui me paraissent très importantes. Quand je vois ça du côté de l'OIT, ce qui me frappe c'est aujourd'hui la mise en cause de l'universalité des valeurs et des normes que nous produisons. Le monde occidental ne s'est jamais posé de questions sur le fait que cette universalité pouvait être discutée. Les valeurs fondamentales, les Droits de l'homme, les valeurs de solidarité, de liberté, sont aujourd'hui l'objet de débats dans les grandes instances internationales. Prenez l'exemple le plus caricatural : la nouvelle assemblée des Droits de

l'homme à Genève où la mise en cause du statut des femmes ou du statut de l'exclusion religieuse est aujourd'hui quasi permanente et devient une vraie difficulté pour l'ensemble du système d'une institution qui pourtant a une force énorme sur le plan international, une force morale énorme. Mais quand on prend cela vu du côté du BIT, de l'Organisation International du Travail, on a une mise en cause de choses tout à fait fondamentales, ce qui fait partie des normes fondamentales de notre organisation. Le travail forcé dans certains pays est considéré comme un héritage culturel difficilement dépassable. Le travail des enfants peut être lui-aussi assimilé à de la culture, la discrimination homme/femme à l'emploi je n'en parle même pas parce que là c'est même dans certaines cultures occidentales, on est loin d'avoir franchi le cap sur ces questions. Donc là il y a une vraie question : le système de valeur sur lequel nous avons bâti le système international est aujourd'hui questionné, voire mis en cause. Je crois que c'est un débat sérieux que nous n'avons pas eu suffisamment ; on l'a eu. Dans une autre vie, j'étais dans le mouvement syndical, on l'avait mais de manière très difficile. Et je pense qu'aujourd'hui, lorsque l'OIT promeut, à juste titre, des normes qui protègent les gens, elle peut se heurter à des obstacles ou de type culturel ou de type historique. Les gens disent : vous êtes gentils les pays occidentaux, mais vous nous demandez à nous, pays non développés ou en transition de développement, de franchir en quelques années ce que vous avez mis 150 ans à construire avec le développement de votre société industrielle. Voilà des questions qui sont réelles mais sur lesquelles on se heurte et donc ces gens nous disent : S'il vous plait, vous allez nous imposer des normes qui vont casser nos avantages comparatifs, en particulier en coût de main-d'œuvre, parce que vous allez augmenter nos coûts de main-d'œuvre et donc notre compétitivité pour aller sur vos marchés alors que vous venez sur les nôtres sans vergogne et sans aucune précaution. Alors SVP, patience, on verra quand on pourra répondre. Voilà des questions ouvertes dans la nouvelle donne qui sont tout à fait importantes avec les pays en développement. Je veux bien qu'on dise : pas d'aide du FMI aux pays qui ne respectent pas les normes fondamentales du travail de l'OIT. Les normes fondamentales sont la liberté syndicale, l'interdiction du travail forcé, l'interdiction du travail des enfants et la non-discrimination. On peut le dire, le faire sera autre chose. Parce que le faire sera aussi punir les populations qui n'ont pas d'autres moyens de subsister qu'une application approximative de ces normes. L'Europe nous a fait faire des progrès sur cette question. L'Europe n'est pas qu'un endroit où on a de la difficulté. L'Europe a fait faire des progrès dans ses accords de libre échange en préconisant de mesurer les progrès qui sont faits dans les pays et non pas en sanctionnant ceux qui n'ont pas un comportement correct vis-à-vis de ces normes. Voilà des idées qu'il faut sans doute creuser dans la nouvelle donne. Apprécier les progrès, ne pas se contenter de sanctionner les manquements, c'est une première chose.

Deuxième chose qui est importante, ce sont les changements profonds du paysage économique. L'ensemble du système de l'OIT, l'ensemble du système des normes, a été fabriqué sur la société industrielle et son évolution. Aujourd'hui, l'emploi a profondément changé de nature ; les emplois de services sont dominants dans la plupart des pays développés et les industries se relocalisent de plus en plus dans des pays qui n'avaient pas accès jusqu'à présent à cette forme d'activité. Je pense qu'il y a là un petit flottement sur la manière de considérer les nouvelles difficultés qui naissent de cette situation. On a maintenant, en plus je ne parle pas de toutes les questions liées aux nouvelles techniques de communication et d'information qui compliquent singulièrement le problème, mais j'oserais dire, sans le dire au nom du BIT, que nous n'avons pas aujourd'hui des instruments suffisamment pertinents pour rendre compte de la nouvelle donne de l'activité économique telle qu'elle se produit, avec la rapidité des flux d'échanges et d'informations, la rapidité des changements de situation professionnelle, etc. Nous avons un bon système normatif qui a été

remarquablement construit pour faire face à la difficulté des prolétaires du début du XXème dans les mines, dans les transports, etc. Nous avons pu poursuivre jusqu'à la phase où toutes les libertés fondamentales ont été très bien prises en compte dans le système normatif. Il nous faut franchir une étape nouvelle. On a essayé de le faire l'année dernière dans une déclaration sur la nouvelle donne qui va être sans doute un outil important qu'il va falloir faire vivre.

Autre élément qui me paraît très important : c'est le travail informel. Nous, quand nous pensons travail dans cette assemblée, nous pensons travail salarié, voire chômage avec un statut et nous ne pensons pas travail informel. J'ai été frappé dans un des derniers CA du BIT : il y avait là la Ministre du travail de l'Inde, femme remarquable qui a fait une très bonne intervention. Quand on pense à l'Inde, nouvelle puissance économique, on a un peu le sentiment qu'on pense aux ingénieurs informaticiens qu'on se dispute, on pense aux gens qui sont dans les entreprises de travail à distance, dans les plateformes téléphoniques, qui savent parler l'anglais avec l'accent écossais ou le français avec l'accent bourguignon ; bref, on pense à tout ça. Elle nous a remis les choses en place en nous disant qu'à son avis de 90 à 95 % de la population en âge de travailler en Inde étaient dans le travail informel. Donc ces nouvelles puissances économiques que l'on regarde n'ont dans le partage de la richesse encore pas franchi beaucoup d'étapes. C'est aussi le cas du Brésil qui est une des sociétés les plus inégalitaires du monde et où Lula fait un travail extraordinaire, qui fait un vrai travail de redistribution mais avec une difficulté que vous imaginez. Quand vous prenez rien que le problème du Nord-est et de la difficulté de transformer une économie essentiellement agraire et misérable en une économie où les gens auront de quoi subsister, de quoi vivre, le slogan Lula ce n'était pas la sécu pour tous, c'était trois repas par jour dans le Nord-est. C'est ça le slogan. Donc économie informelle, véritable défi pour le monde aujourd'hui et elle s'accroît, elle fait pression sur les pays développés, parce qu'il y a là une réserve de main-d'œuvre à bon marché qui, moyennant un petit peu d'effort de formation et de qualification arrivera dans l'économie mondiale et viendra encore bouleverser les équilibres et je dis cela à juste titre. Ils n'ont pas d'autres hypothèses et pas d'autres solutions. Donc véritable question.

Troisième grand problème de la nouvelle donne, ce n'est pas un problème, c'est plutôt une bonne nouvelle : l'apparition de nouveaux acteurs dans le jeu mondial. Cela me paraît très important. Je vous ai dit que l'OIT était tripartite : les syndicats, les organisations d'employeurs et les gouvernements. Aujourd'hui de nouveaux acteurs interfèrent directement dans la vie économique et sociale. Beaucoup d'associations qui, soit par le biais de l'environnement, soit par le biais de la consommation, soit par le biais de la lutte contre la pauvreté ou de la prise en charge des plus déshérités, pèsent, à juste titre, sur les débats que l'on peut avoir et que l'on doit avoir. Dans les nouveaux acteurs, je mets aussi les collectivités territoriales dont le maillage aujourd'hui dans l'organisation constitue une opportunité pour trouver des solutions au plus près des gens et qui font aussi pression sur la manière dont les décisions sont prises. Et dans les nouveaux acteurs, je crois qu'on ne peut pas laisser de côté le phénomène du développement des entreprises multinationales. Si l'on prend l'OIT, je pense que les 50 premières multinationales dans le monde doivent avoir un chiffre d'affaires supérieur au budget d'au moins 50 Etats qui font partie de l'OIT sur les 183 qui en font partie. Et nous avons donc maintenant un enjeu important : le comportement de ces entreprises devient quelquefois beaucoup plus important que le comportement des Etats en matière de bonnes pratiques, de développement de modèles sociaux ou, au contraire, de mauvaises pratiques et de balayage de tout ce qui pouvait exister socialement auparavant. Et donc là nous sommes en face d'une vraie question. Heureusement parce que la société civile, celle dont je parlais avant, a fait son travail et continue à faire son travail et interagit sur eux. Je pense que les associations de consommateurs ont fait autant contre le travail des enfants

que ce qu'a pu faire l'OIT depuis 90 ans. Je pense que les actions de l'environnement font autant, voire plus, pour la protection de l'environnement que tous les nouveaux ministères qui ont été créés depuis 20 ans dans les pays développés. Donc c'est important. Ils interagissent sur les entreprises. Le phénomène qui se développe de la responsabilité sociale et environnementale est quelque chose de tout à fait essentiel. Mais je crois qu'il faut regarder ces questions-là avec attention parce que, si c'est seulement la bonne volonté des entrepreneurs qui est en cause, nous n'irons pas loin. Il faut maintenant que le monde social s'occupe de la capacité de négocier cette responsabilité sociale et de la mettre en place après un débat collectif parce que je crois que ce qui guette en ce moment le monde, c'est le déséquilibre dans la prise en charge des questions environnementales entre le développement social et la protection de l'environnement. Nous avons un trou noir à ce niveau-là. Il n'y a pas d'instrument pour le réguler. Nous avons des instruments pour réguler l'interférence entre le développement économique et la protection de l'environnement (les directives Seveso au niveau de l'Europe, Kyoto qui joue un rôle très important aujourd'hui, les comités d'hygiène et de sécurité sous diverses formes dans les entreprises, etc.), nous l'avons. Entre l'économique et le social, nous avons un lien fort, les Conventions Collectives, le droit du travail, etc. En bas du triangle, entre l'environnement et le développement social, il n'y a rien, il n'y a pas d'instrument. C'est un des problèmes aujourd'hui. C'est un des problèmes du débat sur la taxe carbone en France aujourd'hui ; il n'y a pas d'instrument et on est donc à l'aveugle sur ces questions et on a vu dans des conflits sociaux forts des gens défendre des emplois qui tuaient leurs enfants mais parce qu'ils n'avaient rien d'autre à défendre. Donc question très importante à prendre en charge.

Réchauffement climatique, avenir de la planète, juste un mot. Là je pense que c'est une source qui n'est pas assez observée du point de vue du développement de l'emploi et des compétences que cela va requérir. On est encore un petit peu dans le flou. Cela commence un peu à se mettre en place mais là je pense qu'il doit y avoir un effort plus conséquent à faire pour rendre concrète cette notion. On parle des « emplois verts » et vous brandissez cela comme l'arbitre son carton jaune en disant : là, on a quelque chose qui va s'imposer à tout le monde. Oui, il va falloir définir les compétences liées à ce développement.

Je vais maintenant vers la conclusion. Si l'on veut vraiment bouger, outre ce que j'ai dit sur l'interaction entre les institutions onusiennes, l'interaction entre les acteurs locaux, globaux, régionaux, les interactions entre les différentes légitimités d'acteurs (les associatifs, les syndicaux, les patronaux, tous les mouvements que nous connaissons), je voudrais vous citer simplement pour finir ce que pourrait être ou ce que devrait prendre en compte une nouvelle politique d'équilibres.

Je pense d'abord que **le premier équilibre** à restaurer est le nouvel équilibre qui doit s'établir entre l'Etat, le marché, la société et l'individu. Il y a là aujourd'hui une question fondamentale qui nous est posée, il y a un déséquilibre total : l'Etat relégué, l'individu survalorisé mais qui l'est seulement quand il est gagnant mais pas quand il est perdant, le marché qui est devenu littéralement un acteur que personne ne peut remettre en cause sous peine de voir tomber sur lui toutes les foudres des économistes les plus libéraux. Premier équilibre à retrouver.

Deuxième équilibre, c'est celui qu'il faut retrouver entre l'économie, le social et l'environnement. Combler les trous noirs qu'il y a dedans. Faire un meilleur équilibre pour qu'on n'ait pas d'un côté ceux qu'on présente quelquefois à tort à mon avis comme des «Ayatollah verts» et de l'autre côté des productivistes purs. Non, il va falloir trouver les

compromis et les équilibres. Il n'y a que le dialogue qui peut faire ces équilibres. Et que le dialogue, j'ose le dire, social et pas seulement politique. Deuxième équilibre à trouver.

Troisième équilibre, l'équilibre entre la finance et l'économie réelle. Le système financier doit retourner à ses fonctions de base, Stiglitz le dit très bien : *le rôle des finances est de lubrifier les rouages de l'économie réelle, ce n'est pas de mettre à terre l'économie réelle*. Il y a une question de fond qui est posée et sur laquelle il va falloir encore bien travailler.

Quatrième équilibre, l'équilibre entre le capital et le travail. Il faut remettre en avant la priorité de l'humain au travail sur le capital. La demande de rendement exorbitant dans les entreprises, la façon dont tout cela procède est quelque chose qu'il va falloir regarder. Je vous rappelle que dans la Constitution de l'OIT de 1919, rappelée régulièrement, on commence par dire : le travail n'est pas une marchandise, c'est quelque chose de différent. Donc la valeur Travail est quelque chose qu'il faut réhabiliter par rapport à la domination absolue du capital aujourd'hui.

Cinquième équilibre : l'équilibre entre la production et l'environnement. C'est la recherche d'une croissance verte sur laquelle il faut évidemment travailler.

Sixième équilibre : l'équilibre à retrouver entre les marchés intérieurs et les marchés internationaux qui aujourd'hui est une question que les économistes remuent avec beaucoup d'angoisse.

Septième équilibre : l'équilibre entre productivité et salaires. Le salaire ne reflète pas toujours, et même de moins en moins, la productivité réelle du salarié. Vraie question : la réhabilitation du salaire comme élément du contrat social est quelque chose de tout à fait fondamental.

Dernier équilibre : c'est celui qui doit concerner la recherche dans l'accès aux biens essentiels pour la majeure partie de la population du monde : la santé, l'eau, l'école, le développement (je vous le rappelle, dans le monde aujourd'hui on peut considérer que 20 % de la population mondiale seulement disposent d'un vrai système de protection sociale ; 50 % incluant ces 20 % disposent d'un système qui n'est pas toujours très performant ; et 50 % n'a rien du tout). Ce n'est pas un hasard, ni un paradoxe que le problème majeur d'Obama aux Etats-Unis aujourd'hui soit de réussir à mettre en place une assurance maladie pour tous. On est bien là dans les paradoxes de cette société, très performante sur un plan mais qui à force d'avoir relégué au second plan les valeurs qui l'ont constituée, prend le risque de nous amener à terre.